

Mettre le président à la porte ?



Auteur : Guillermo Alvarado

Une grève nationale a lieu en Équateur depuis deux semaines à l'appel des principales organisations indigènes et paysannes pour exiger que le gouvernement du président Guillermo Lasso prenne des mesures pour faire face à la situation économique critique que connaît la population en raison de la hausse excessive des prix.

Les protestations ont d'abord eu lieu dans la région de Pichincha, à Quito, ainsi que dans les régions voisines de Cotopaxi et Imbabura. En raison de la répression renforcée par les autorités, les manifestations se sont étendues à d'autres régions.

Le mécontentement se traduit par le blocage des routes visant à faire pression sur les secteurs économiquement puissants, mais il y a aussi des marches et, ces derniers jours, plusieurs groupes sont entrés dans la capitale dans le but de se rassembler devant le siège du pouvoir exécutif.

En réponse, le gouvernement de Lasso a décrété l'état d'urgence dans les trois régions concernées, et il l'a ensuite étendu à Chimborazo, à Tungurahua et à Pastaza. En outre, la police a été autorisée à utiliser des gaz lacrymogènes et des bombes assourdissantes pour dégager les routes ou disperser les manifestants.

Un couvre-feu a été décrété et le droit à la liberté de mouvement est restreint, mais cela n'a pas empêché l'avancée du cortège vers Quito.

Dans un récent message publié par les médias sociaux, le chef d'état a tenté d'échapper à toute responsabilité en affirmant qu'il avait appelé au dialogue, mais que les manifestants, selon lui, cherchaient le chaos. "Ils veulent mettre dehors le président, je suis là, je ne vais pas m'échapper", a-t-il ajouté.

La situation est très grave pour la majorité des Équatoriens, qui souffrent de la hausse vertigineuse des prix, notamment du carburant et des denrées alimentaires, et se plaignent du fait que le gouvernement ne

fait pas assez attention à leurs demandes.

Leurs revendications se résument en dix points, dont des subventions pour lutter contre l'inflation, la fin de la pénurie d'engrais, l'arrêt de la hausse des prix des matières premières agricoles, ainsi que le coût des transports, qui touche les familles les plus pauvres.

Ils ont également remis en question le fait que Lasso n'ait pas mis fin à la corruption au cours de sa première année de mandat, qu'il y ait toujours une pénurie de médicaments dans le système de santé publique et que le chômage soit en hausse.

Le mécontentement s'est intensifié après l'occupation par la police de la Casa de la Cultura Ecuatoriana (la Maison de la Culture Équatorienne), un site emblématique de la capitale accueillant des groupes indigènes qui s'y rendent pour réclamer leurs droits.

La situation pourrait s'aggraver dans les prochaines heures si le gouvernement n'accepte pas un dialogue honnête avec les leaders indigènes et ne prend pas d'engagements sérieux à la hauteur de la gravité de la situation des populations indigènes.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/291424-mettre-le-president-a-la-porte>



Radio Habana Cuba